



## Mot du Doyen

### La formation universitaire au service de la citoyenneté et la responsabilité

Si l'université veut se mettre au diapason des innovations et du concept de la création de la richesse, elle devra tout d'abord forger dans l'esprit de ses disciples le sens de la citoyenneté.

Une citoyenneté responsable et redevable d'un engagement vers la patrie qui les abrite.

Cette dimension épistémologique imbue cadrera, certes, tout effort consenti dans le sens de l'épanouissement de la personne humaine. Celle-ci ne sera valorisable que par le biais de ses innovations à l'échelle de sa structure mais aussi, et c'est la finalité même, à l'échelle de sa société.

C'est dans cette perspective que notre faculté qui continue à former dans les sciences fondamentales, tend à évoluer en formant utile.

La concertation avec les acteurs économiques, pour réaliser le gage de la formation utile, s'avère alors comme une démarche hautement stratégique à l'heure où les économies mondiales s'agglomèrent en blocs très puissants. C'est dans ces consortiums scientifiques que naissent et se forment le savoir-faire dans les sciences fondamentales dans le creuset des usines, des laboratoires d'engineering et dans les grandes firmes internationales.

Ce n'est pas un hasard si les pays de l'UE viennent de décider qu'à partir de 2015, tout projet de recherche ne sera subventionné que s'il a un impact sociétal. Dans cette vision des choses, notre ambition est de transformer cette faculté en une véritable jonction entre les différents acteurs de la société.

Notre objectif premier est formation des diplômés citoyens, innovants et entrepreneurs. Des diplômés qui ont la conscience du temps, de l'espace, de la conjoncture et des défis auxquels leur société va se confronter à l'échelle de la région ou à l'échelle planétaire.

*Dr Mustapha Bentaiba*

## La Faculté des Sciences tend un pont au secteur économique

Plus de 130 stands représentant des centres et laboratoires de recherches, d'entreprises publiques et privés de gros cylindrées ont été présents au forum université-entreprise, organisé par l'université de Blida1 le 14 juin 2014, sous le slogan : « *innovons et formons utile* ». Cela sans oublier la participation active de communicants nationaux et extranationaux, venus des quatre coins du monde. Au vu du poids politique donné à cet événement, il s'agit d'une première à l'échelle nationale selon les organisateurs du forum dont l'objectif premier est de booster l'interaction université-secteur économique. Si cette dernière reste encore bien en deçà des objectifs escomptés en terme de valorisation des travaux de la recherche universitaire, cette rencontre a été perçue comme une vraie opportunité en terme de rapprochement des deux pôles suscités, à savoir l'université et l'entreprise. Pour Le Professeur Mohamed Tahar Abadlia, recteur de l'université Blida1, il s'agit : « *Effectivement, d'aller vers des pôles d'excellences thématiques. Ça sera : mon cheval de bataille tout au long de mon mandat au niveau de cette méga université dont l'effectif des étudiants a déjà frôlé les 50.000. Asseoir un ensemble de processus et de procédés permettant d'aller vers plus de pertinence dans les résultats de la recherche et développement (R&D), ..... page-8*



# L'étudiant citoyen, le cœur vaillant du partenariat Université – Entreprise

Le nombre d'étudiants formés par nos universités, depuis l'instauration du système LMD à ce jour se compte par des milliers. Cependant on devrait savoir sur l'aspect quantitatif et qualitatif de la formation en réponse au besoin économique de la région et du pays. Le colloque sur le partenariat université-entreprise organisé récemment offre un rôle prépondérant à l'étudiant.

L'université USDB1, soucieuse pour mieux outiller ses étudiants par un savoir académique et par une connaissance réelle du milieu professionnel, a abrité récemment un colloque sur le partenariat «Université-Entreprise». Justement, après le séminaire sur les applications de la physique, voilà ce 2<sup>ème</sup> symposium partenariat organisé par l'USDB1 et particulièrement la faculté des sciences qui vient en appont en cherchant une meilleure visibilité et une présence dans le tissu industriel de la Mitidja. C'est un véritable complément de formation offert aux étudiants afin de rencontrer les chefs d'entreprises en véritable face à face. À ce lien stratégique, à la fois pédagogique et économique, le Doyen de notre faculté des Sciences, le Professeur Bentaïba dira « Notre souhait c'est d'aller au-delà de la visibilité dans le tissu local, je veux dire devenir un pôle d'excellence national et même régional. »

Il faut dire aussi que le souci de nos universités est d'être à l'écoute de nos entreprises afin de répondre à leurs carences. C'est pourquoi le système LMD se veut être réaliste et proche de son environnement socio-économique. En outre, il est également un pôle pertinent par sa recherche scientifique. La faculté des Sciences, avec ses ressources humaines et matérielles, ainsi qu'avec ses laboratoires High-tech, est prête à pallier aux carences techniques de nos entreprises pour rehausser leurs rendements et productions économiques. Professeur Bentaïba, le mieux placé dans ce domaine, insiste et confirme que notre faculté est plutôt tournée vers la recherche fondamentale ; et d'ajouter : « Cela ne nous empêche pas de mettre en place des parcours qui intéresseraient le secteur économique, en particulier dans les domaines de la chimie et de l'informatique ». D'ailleurs lors d'un débat à propos des accréditations des laboratoires et démarches qualité, M. Le Doyen est intervenu pour faire une projection sur les produits universitaires en souhaitant l'intégration du module « Qualité » dans le cursus, « Il faut que nos étudiants comprennent que la qualité est une exigence dans tous les secteurs, des critères que nous devons imposer à nous même avant que d'autres le fasse pour nous. » insiste-t-il. Il faut dire que ce colloque de Partenariat Université-Entreprise a connu une réussite fulgurante. Nous avons voulu connaître le feed-



back de ce séminaire et l'ensemble des participants, enseignants, chefs d'entreprises, experts et étudiants, ils ont tous reconnu son importance dans le rapprochement entre les acteurs de ce partenariat. Ils ont espéré que cela devienne une tradition dans notre université. Nous avons soulevé la question au doyen si ce colloque pourrait s'inscrire dans la durée et devenir une référence : Le doyen abonde à ce sujet et dira : « Bien, justement c'est ce que cherche l'université. Je citerai, le premier responsable de l'université Monsieur Le recteur qui, depuis son arrivée à cette université, a essayé de donner un élan en organisant des activités scientifiques, des rencontres avec les différents acteurs socioéconomiques et je pense que ça va continuer jusqu'à atteindre l'objectif prévu ». Par ailleurs nous avons appris que récemment le doyen a rencontré un collectif universitaire français pour un partenariat proposant de nouvelles formations en graduation, visant le secteur industriel. Notre devoir est d'éclairer la communauté universitaire à ce sujet pour une meilleure communication, la réponse vient alors du premier responsable de la faculté. Il dira que « Nous allons mettre en place des masters en commun avec l'université de Lorraine en mathématiques fondamentales et appliquées aux métiers de finances des banques et des assurances. Les étudiants peuvent par conséquent valider leur diplôme en France et en Algérie » Il ajoute « il y a même la possibilité d'échange d'étudiants entre les deux pays ». De tels projets entretenus par les responsables de notre université et particulièrement par le doyen de la faculté des sciences rentrent dans l'optique de s'ouvrir beaucoup plus à l'international afin de booster la formation de nos étudiants et du coup chercher à réaliser des produits de qualité avec le label Made in Algeria. C'est aussi le devoir de nos étudiants de concevoir leurs formations de personnes autonomes, responsables et soucieux de l'intérêt de leur pays et de son économie. ■

A. Halim Zerouki

■ Président d'Honneur : Mohamed Tahar Abadlia, Recteur de l'Université Blida 1

■ Directeur de publication : Mustapha Bentaïba, Doyen de la Faculté des Sciences

■ Responsable de la CCIFS (Cellule de Com. et d'Info. de la Fac. des Sciences) : K. A. Bouteldja, enseignant-chercheur

■ Rédaction : Nadja Ouadjina-Boudjaboubt, enseignante et journaliste scientifique ; Mohamed Abdelli, enseignant et journaliste scientifique ; et Halim Zerrouki, enseignant et journaliste scientifique.

Ce numéro est disponible sur : [www.univ-blida.dz](http://www.univ-blida.dz)  
Nous contacter : [ccifs@univ-blida.dz](mailto:ccifs@univ-blida.dz)

# Partenariat Université-Entreprise Une vocation pédagogique et économique



Assurer une formation de qualité à nos futurs diplômés pour réaliser des projets Made In Algeria. Dans le cursus LMD la jonction Université-Entreprise est d'une importance capitale. Ce partenariat stratégique cherche de prime abord de dispensée aux étudiants une formation de qualité. C'est dans cette optique que l'université USDB1 a organisé le symposium. Il est à sa deuxième édition. L'université Saâd Dahlab USDB1 est parmi les universités qui cherchent à rénover le programme dispensé aux étudiants. De par sa situation géographique l'USDB1 est au cœur de la plaine de Mitidja offrant ainsi un pôle d'excellence en matière de coopération avec les



industriels de la région. L'USDB a pris l'initiative de tendre la main aux entreprises locales en créant un lien économique très étroit où tout le monde serait gagnant. Le colloque « Partenariat Université-Entreprise », organisé conjointement par l'USDB1 et le club des industriels de la Mitidja, est à sa deuxième édition. Il rentre dans une stratégie à la fois pédagogique et économique. Sur le plan pédagogique ce colloque a permis aux étudiants de se rapprocher les industriels qui sont leurs futurs employeurs. Le colloque est aussi un espace de communication et d'échange des points entre futurs employés et futurs employeurs. Professeur Bentaiba, parlant en connaissance de cause justement après la rencontre internationale sur les applications de la physique dira « *Nous cherchons toujours à améliorer le contenu des programmes. On voudrait que nos programmes soient selon des normes internationales et que étudiants se comparent au niveau international* ». Au cours de ce colloque des enseignants, des chefs d'entreprises et des experts des deux secteurs, se sont relayés à la tribune pour exposer leurs points de vue afin d'améliorer ce partenariat stratégique. Un sujet d'une importance capitale a été abordé dans ce colloque ; les accréditations des laboratoires universitaires et la qualité recherchée. Mr Boudissa, PDG du bureau d'étude sur les accréditations et gestion de qualité, ALGERAC, dans son intervention a exposé les normes des accréditations ISO 17050 et les normes de Qualité ISO-9000. Au cours du débat le Doyen de la faculté des sciences Professeur Bentaiba a saisi cette occasion pour parler du produit universitaire en rappelant que la ressource hu-

main produite doit être dotée par un programme d'enseignement offrant de meilleure compétence. Il a préconisé l'intégration du module « qualité » dans le cursus universitaire dispensé aux étudiants. Cette proposition a été accueilli avec beaucoup de satisfaction au regard de MrBelAbdElouahab, secrétaire Général de la CEIMI Club des Entrepreneurs et Industriels de la Mitidja. Il faut dire que cette 2ème édition a été la plus complète par la présence des responsables des agences pour la création d'entreprise afin de vulgariser les démarches à faire aux futurs diplômés soucieux pour créer leurs propres entreprises. Les uns et les autres ont saisi cette opportunité pour découvrir le milieu professionnel ignorés ou méconnus par la majorité de nos étudiants. Les industriels avec leurs flairs des affaires ont aussi l'occasion pour retrouver des talents et des qualifications ; l'université est le lieu propice pour dénicher les matières grises manquantes. Les ressources humaines produites par l'université USDB1 sont très convoités par l'ensemble des industriels de la Mitidja, eux même issus de cette université. Tous les ingrédients sont sur la table des universitaires et des industriels. Le jalonnement de cette relation de partenariat Université-Entreprise permettra sans doute aux uns et aux autres de rehausser la qualité de nos produits conçus et fabriqués par une ressource humaine issue de nos université capable de répondre aux soucis de nos industriels. Le label Made in Algeria est tant attendu. Une véritable aubaine pour nos futurs diplômés. ■

A. Halim Zerouki



# Partenariat Université-Entreprise

## Point de vue du Vice doyen de la PG/PGS

Le partenariat entre l'Université et l'entreprise est un vecteur important au développement socio-économique et industriel de tout pays. En adoptant un nouveau cursus de formation LMD qui privilège le partenariat avec les

entreprises, centres de recherche, hôpitaux,..., l'Université a opté une mutation pour être à l'écoute des changements en termes de recherche scientifique et technique. C'est-à-dire que les offres de formations élaborées par des enseignants chercheurs avec les partenaires, répondent à un besoin réel et conjoncturel. La réussite de cette mission revient en même temps à l'Université qui doit être dotée de laboratoires de recherche performants et à l'entreprise qui doit

avoir le sens de développement et de l'innovation.

Dans les pays développés cette relation est facilitée par le fait que les chefs d'entreprises eux-mêmes sont des universitaires et d'autres part les pouvoirs publics encouragent l'initiative d'entreprendre.

En ce qui nous concerne, malgré l'initiative tentée par l'Université, le partenariat effectif n'est pas prêt d'être amorcé pour plusieurs raisons : Les conditions de réussite du partenariat ..... page-5

## La physique fondamentale et appliquée ou comment explorer les secrets de l'univers et servir le génie de l'engineering industriel

Si la physique fondamentale tend, dans ces prouesses les plus osées, à explorer les secrets les plus volatiles et indécélables, ses théories, une fois bien établies, ont toujours été au service des inventions et des conceptions les plus révolutionnaires dans l'histoire du monde de l'engineering. Quand on évoque le terme machine, on pensera presque ipso facto à la physique et ses applications les plus diversifiées transformées par le génie de l'homme en « babioles » qui ont engendré les mutations sociales les plus profondes dans notre quotidien. Partant de ce contexte, le département de physique a depuis ses premiers balbutiements pris en charge dans le cadre de ses formations, l'aspect fondamental et pratique des sciences physiques. « Notre département a de longue date fonctionné sur les deux facettes qui composent le faciès de la physique moderne. Ces dernières années, la tendance est cependant plutôt basculante vers les aspects engineering. Dans cette nouvelle perspective, nous visons par le biais de notre savoir faire à s'approcher du secteur économique, ceci en vue de s'aligner aux standards internationaux en matière de formations utiles et exploitables à l'échelle industrielle. Nous avons déjà formé des licenciés en physique médicale, en physique appliquée au micro et nano système (Mems). Cette année nous avons lancé deux masters. Il s'agit d'un master en physique appliquée au micro et nano système, c'est la deuxième promotion. L'autre master, concerne Matières et Rayonnements appliqués à l'environnement (MRAE) », explique madame Ouir Souad, chef de département de physique depuis presque deux ans. Ces formations, a-t-elle insisté à arguer, rentrent de go dans l'esprit du concept de la formation utile, puisqu'elles visent en premier lieu l'aspect engineering et applications industrielles. Ces formations pour le moins qu'on puisse affirmer,

selon les déclarations de la chef du département de physique, ont été lancées par des porteurs bien au fait de la demande des acteurs socioéconomiques (les industriels plus précisément). Faut-il insister sur le fait que l'ouverture de ces filières, qu'il s'agisse du master Mems ou Mrae ont a permet permis de dresser des passerelles interactives avec d'autres institutions extra université. L'exemple du Master Matières et Rayonnements appliqués à l'environnement (MRAE) en collaboration avec le Centre de Recherche nucléaire d'Alger (CRNA) qui va mettre tout son potentiel humain et matériel pour la mise en œuvre et la réussite de cette formation ou encore le Master Mems dont la formation est coordonnée avec le centre de développement des technologies avancées (CDTA) ainsi que le centre IMEN (institute of Microelectronics & Nanotechnology Université Nationale des Malaisie UKM). Outre l'aspect formation, les activités de recherche et les projets nationaux de la recherche (PNR), en cours d'élaboration par les différents intervenants au niveau de notre département, affirme t-elle, s'inscrivent dans leurs majorités dans cette nouvelle perspective, ceci par l'investigation des problématiques de recherche à partir des terrains des faits.

Le département de physique va organiser tout prochainement le Congrès nationale de la Physique et de ses Applications. Ça sera, comme nous le souhaitons, un souffle en plus dans la mise en œuvre d'une plateforme nationale où vont s'interagir en toute symbiose les différents acteurs socioéconomiques en vue d'une réelle valorisation des travaux de la recherche scientifique universitaire. ■

Mohamed Abdelli

..... entreprise université, citées plus hauts ne sont pas encore réunies. Les laboratoires de recherches ne sont pas dotés de ressources humaines bien formées (assistants de direction, ingénieurs de laboratoire,..), qui sont très importants pour une meilleure gestion du laboratoire (réalisation de dispositif expérimental, achats d'équipement et matériel de fonctionnement). Ce manque de personnel influe sur l'activité de recherche scientifique proprement dite et par conséquent sur la qualité de formation.

D'un autre cote, les entreprises qui sont à vocation économique, ne trouvent pas actuellement d'intérêt à développer un partenariat avec l'Université. Il est plus simple

et plus rentable aujourd'hui pour elles, d'importer, de transformer un produit semi fini que de fabriquer et de développer localement. Des entreprises publiques à caractères économiques proposent le même produit depuis des décennies sans besoin de développer car elles sont maintenues en perfusion.

C'est le rôle majeur des pouvoirs publics le développement du pays par la recherche scientifique et d'accompagner ce partenariat Université entreprise par des décisions volontaristes. La création d'avantages fiscaux pour les entreprises qui collaborent sur des sujets de développement et d'innovation en accompagnant le stagiaire ou le doctorant. Dès les premiers résul-

tats de ce partenariat (soutenance, brevet, publication), il faudra aller plus loin en termes de fiscalité et autres avantages pour les entreprises qui produisent et par conséquent entrainer un processus inverse à l'importation.

En conclusion, les laboratoires de recherches, les entreprises publiques et privées doivent subir des mutations profondes pour pouvoir exister réellement. Les pouvoirs publics doivent encourager et favoriser le développement et l'innovation par la recherche en accompagnant le partenariat Université entreprise. ■

Rachid Khelifi

## L'espoir pour la création d'une industrie chimique de large gamme en Algérie

Depuis des siècles, de l'alchimie à la chimie, cette science qui traite des interactions entre les divers constituants élémentaires de la matière s'est érigée comme une discipline à part. Plus de 100.000 substances chimiques nous accompagnent là où nous sommes, enfouïtes dans les produit de consommation... Le secteur de la chimie se trouve hissé, dans toutes les économies mondiales, aux rangs les plus stratégiques en matière de recherche universitaire solide en collaboration avec les acteurs économiques les plus aguerris. Dans cette même visée, le département de chimie, relevant de la faculté des Sciences, puissant d'un historique expérimentale assez étalé dans le temps, très riche en matière de qualité d'encadrement, espère tisser des relations durables et stratégiques avec le secteur économique en mettant en œuvre des pratiques interactives à même de mettre ces deux acteurs en interaction permanente. « Les travaux pratiques à l'université, au niveau Master, peuvent être utilisés doublement. L'étudiant apprend à réaliser la synthèse de produits tels que des médicaments, des colorants, des arômes à petite échelle. Des réactifs tels que les indicateurs colorés, utilisés à très faibles concentrations en analyse, peuvent être élaborés en laboratoire de travaux pratiques, ceci au profit du secteur industriel même », explique, Boulahouache Ali, chef du département de chimie, faculté des sciences, université Blida1. Bien évidemment, pour le premier responsable du département de chimie, il n'est nullement question de mettre la balle dans l'un des deux camps, à savoir l'industriel ou l'universitaire, mais, recommande-t-il, un travail énorme en matière d'informa-

tion et de communication en favorisant la démarche participative. L'économie nationale doit, dans une certaine proportion, assurer une certaine autonomie, ceci en réussissant aussi le gage de la qualité et de la compétitivité. Dans ce sens, M. Boulahouache est on peut plus optimiste. « La réalisation de séquences réactionnelles en laboratoire menant à un produit donné est maintenant exploitable dans le but de limiter dans une certaine mesure l'achat de certains produits de base relativement simples pour la réaction de synthèse organique, mais qui sont très couteux à l'importation. Cela représente une source d'inspiration pour la création d'industries chimiques de larges gammes de produits ayant en commun le même équipement technique », a-t-il défendu dans ce sens. Si au sens stratégique en termes de partenariat, université entreprise, certains objectifs peuvent être envisagés sur le court, moyen et long terme, par contre l'université peut actuellement sur l'immédiat intervenir pour des besoins spécifiques très précises. Dans cette visée, M. Boulahouach assure que le chimiste universitaire, par ses connaissances sur l'actualité scientifique de son domaine d'activité peut apporter la solution à un problème particulier que peut rencontrer l'industriel au cours du développement et l'amélioration de la qualité de sa production. « L'étudiant à l'université acquiert un savoir scientifique académique en licence de chimie, Sciences de la matière... Les stages au sein de l'entreprise : "immersion" représentent une occasion propice où l'étudiant découvre la réalité industrielle », a t-il conclu. ■

Mohamed Abdelli



## Le laboratoire « Chimie des substances naturelles et biomolécules » dans le sillage du partenariat économique

Le partenariat université-secteur économique doit être une équation équitable où l'on devrait définir des conditions de « gagnant-gagnant » ; il s'agit de la vision du Pr El Hattab, directeur du laboratoire « Chimie des substances naturelles et biomolécules » au niveau du département chimie à la faculté des sciences dont on a sollicité l'avis sur cette question fondamentale.

Au fait pour le professeur, on peut avoir différents niveaux de partenariat, notamment entre les laboratoires et les entreprises. Le laboratoire étant une institution de recherche fondamentale et appliquée, il peut établir un partenariat pour plusieurs motifs à savoir : transmettre sa compétence scientifique, proposer son savoir-faire (manipulation des appareillages et procédés) et offrir une prestation de services (contrôle de la qualité par exemple). Ceci constitue le premier aspect d'une collaboration bilatérale entre ces deux structures.

Le second aspect consiste à développer une recherche scientifique dans une boîte ayant les moyens pour réaliser cet objectif qui sollicite la compétence scientifique (il s'agit de recherche développement). Seulement,

une contrainte apparaît dans ce cas, la propriété intellectuelle ; le chercheur aspire à la publication de ses travaux, alors que la boîte exigerait probablement le secret professionnel. Il faudrait donc trouver un consensus pour outrepasser ce genre de contrainte.

Néanmoins, en réalité, le Professeur indique qu'actuellement, le partenariat entre laboratoire-entreprise à sa connaissance bien sûr en parlant du labo qu'il dirige est inexistant surtout tel qu'il l'a défini ci-dessus, il y a des formations sous forme de stages de durées limitées dans la graduation mais ceci ne constitue pas un partenariat proprement dit.

Il estime que cette situation est due probablement au fait que les entreprises n'estiment pas convenablement, ce que peut leur apporter l'Université comme compétences et savoir-faire et les retombées d'une telle coopération sur le développement futur de l'entreprise algérienne.

Donc pour instaurer un partenariat efficace, il faut définir tout simplement des conditions explicites rentables aux deux parties de cette coopération mais l'on doit également considérer cette collaboration comme un fait incontournable pour le développement du secteur économique et l'expansion de l'université car chacun a besoin de l'autre conclu-t-il. ■

Nadjia Ouadjina

## Filialisation dans les établissements de l'enseignement supérieur (EES) : Qu'en est-t-il depuis 1999 !

La filialisation dans les établissements de l'enseignement supérieur (EES) existe depuis 1999 et pourtant ! L'université, les laboratoires de recherche, les entités de recherche... Brefs, les établissements de l'enseignement supérieurs (EES) peuvent-ils créer des entreprises ou ce que l'on appelle dans le jargon juridique, la filialisation dans les EES. Si la possibilité de créer des filiales existe depuis 1999, pourtant trois filiales seulement ont été créées à ce jour. Selon, M. Hamid Bessalah, ex-ministre de la Poste et des Tics, approché lors d'une rencontre tenue à l'école nationale supérieure de l'Hydraulique sur la «Création de filiales des Etablissements de l'Enseignement Supérieur Algérien», cela est due au fait que l'activité de recherche scientifique et

de développement technologique demeure toujours en état de gestation bien en deçà du concept de production des biens innovants.

Sur le plan de la théorie, la recherche scientifique et technique demeure très significative mais, c'est la valorisation des travaux de la recherche qui reste bien en deçà des objectifs escomptés. Ceci, malgré le très fort potentiel scientifique dont jouit l'université Algérienne qui de ce fait peut offrir son savoir-faire théorique et expérimental à travers des prestations de service réglementées. Le profit, certes, sera bénéficiaire aux deux parties, à savoir, l'entité de recherche et l'entreprise. Il faut aussi, ajoute-t-il : « la création de l'écosystème permettant la filialisation dans les EES. Ceci passe obligatoirement par la mise en

œuvre du programme national 2008/2012, défini dans le rapport général de la loi 98-11 modifiée et qui stipule que la valorisation économique est une composante essentielle du système national de recherche et d'innovation ». Selon ce chercheur, malgré la mise en place du cadre juridique et d'une panoplie de mesures incitatives dont le décret 92-11-396 (incitation financière fixant la modalité de répartition des ressources provenant d'un contrat entreprise-université), le flux d'intermédiaires entre l'espace de recherche et d'enseignement d'une part et le monde de la production d'autre part reste extrêmement faible. Pour M. Bessalah, la situation est plus que préoccupante sachant que les facteurs ayant généré cet état de fait sont toujours présents. « Nous situons la défaillance au niveau de plusieurs facteurs. Une entreprise autonome, certes, pour survivre, sera obligée de s'adapter et d'avoir recours à l'innovation, .....page-7



Laboratoire de la physique  
fondamentale et appliquée

**FUNDAPL**

**Interaction université-entreprise**

### Le Professeur Mohamed Amine Benamar explique le raccourci salutaire du B2B au U2B.

Du B2B à l'U2B, de quoi s'agit-il au juste ? Sans passer par un maquis de procédures, il s'agit d'une réponse rapide et pratique permettant, à travers un ensemble de mécanismes très allégés, de booster l'interaction entreprise université pour une meilleure valorisation des compétences, de l'expertise et de la production scientifique universitaire. « Le laboratoire peut à travers des fiches techniques bien étoffées proposer ses prestations de services, son potentiel scientifique mobilisable via une plateforme accessible par les deux parties. L'acteur économique ou l'industriel, à cet effet, peut programmer un rendez-vous et c'est de cette façon que l'expertise universitaire peut être bien profitable à notre économie nationale sans passer par un maquis de procédures », explique dans ce sens, Benamar Mohamed Amine, directeur du laboratoire de la physique fondamentale et appliquée (FUNDAPL). Le U2B (university industry) à l'exemple du B2B (Business to Business) est, selon le Pr Benamar, un mécanisme économiseur des ressources financières mais aussi des ressources temps dans l'accomplissement université secteur/économiques. Par ailleurs et dans une autre optique, Benamar Mohamed Amine, recommande que cette interaction, dans le cadre de cette procédure, devra être accompagnée par des outils de contrôle et de régulation très efficaces. « Afin que les dividendes des opérations relevant de la sous-traitance, du consulting, de l'expertise universitaire... ne soient pas dévouées de leur essence première à des fins purement lucratives, l'interaction entre les trois entités, à savoir, l'université, le secteur public mais aussi, le secteur privé, devra être nécessairement régulée. Le but étant l'apport de la valeur ajoutée profitable aux deux parties, ceci, bien sûr, en terme de valorisation des résultats de la recherche universitaire ».

Du côté de la communauté des chercheurs universitaires ordonnateurs de budgets, selon Benamar Mohamed Amine, un autre écueil qui réduit à sa plus simple expression l'interaction université et le secteur économique réside dans la méconnaissance des procédures administratives. Ces dernières, explique-t-il, sont directement liées au code des marchés. Les scientifiques, souvent absorbés par leurs travaux de recherche, ignorent la réglementation liée à la gestion et surtout le code des marchés publics. « De ce fait, ils ne peuvent être ordonnateurs qu'après avoir subi des formations sur ces différents procédés et mécanismes ou être assistés par des juristes, à défaut, ceci peut être préjudiciable à la communauté des chercheurs en cas de violation par incompétence, des lois en vigueur », a-t-il insisté à mettre en garde.

### Problématique du financement univoque des laboratoires

Une autre difficulté qui entrave le rapport université/secteur économique est le fait que l'administration universitaire se trouve souvent encastrée face à une réglementation très rigide. Par exemple, le financement des laboratoires de recherche reste univoque à ce jour. Ce fait, précise-t-il, relève directement des compétences du législateur qui se doit de faire un effort de mise à jour et d'actualisation de l'arsenal juridique, nettement dépassé par le contexte mondial. Si les modalités de financement en matière de prestation de services entre laboratoire et secteur économique sont claires, par contre : « le financement d'un laboratoire d'une source externe autre que l'Etat reste quand même sans couverture juridique. Les crédits doivent être multiples. Il est nécessaire que s'ajoutent, aux subventions de l'État, des subventions émanant des entreprises privées nationales si l'on veut que les résultats de la recherche passent de l'échelle du laboratoire à l'échelle de la valorisation sociétale », conclut M. Benamar. ■

Mohamed Abdelli

..... donc aux EES et aux centres de recherche. L'assainissement perpétuel porte préjudice à tout processus d'innovation. Les unités de recherche, chargées d'identifier les préoccupations d'entreprises, de les traduire en thèmes de recherche ont été les premiers à faire les frais de la restructuration

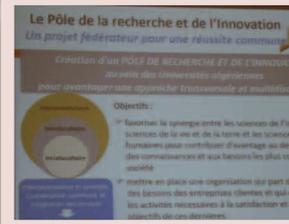
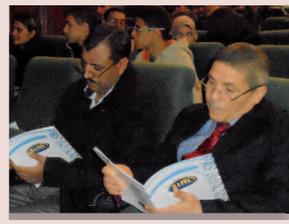
des entreprises. Conséquence, absence d'interlocuteurs dans les entreprises. Les directeurs de laboratoires de recherche ne peuvent pas contracter avec les entreprises par suite de manque d'autonomie tel que prévue par les textes. Ouverture de compte pour chaque laboratoire, mise en place des agents

comptables pour la recherche... etc. L'absence de l'information technologique, l'extraversion des entreprises économiques et la forte réticence aux compétences nationales ajoutent à cette situation anachronique », a-t-il énuméré en substance. ■

Mohamed Abdelli



.....forcer la passerelle de confiance entre le secteur économique et l'université par la promotion des pôles d'excellences et promouvoir la fonction R&D pour plus de visibilité de nos établissements du supérieur à l'échelle internationale. En matière de pôle d'excellence thématiques, je crois qu'il faut développer tout ce qui est stratégique au niveau national ou régional, tels que l'aérospatial, l'agroalimentaire et le vétérinaire en tant que l'USDB se trouve inscrite dans le territoire de la Mitidja. Sachant aussi que nous avons une station expérimentale relevant de la faculté agronomie. Nous comptons aussi miser sur le transport électrique et les énergies renouvelables



La Faculté des Sciences en tant que vecteur essentiel dans tous ce qui est recherche fondamentale et appliquée dans les domaines clefs des sciences dites hard, mathématiques, sciences physiques, chimie et informatique, s'est pleinement impliquée dans cet événement en mettant en exergue, par le biais de plusieurs stands, les compétences acquises, potentialités de recherche et savoir faire au profit des entreprises. Pour le professeur Mustapha Bentaïba, doyen de la faculté des Sciences, tisser une passerelle active entre l'université

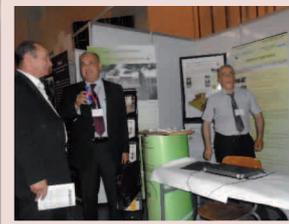
et l'entreprise passera, certes, par l'intégration du concept de qualité dans les enseignements dispensés. D'autre part, le premier responsable de la Faculté des Sciences a insisté sur le fait qu'il faut rendre plus efficiente l'opération pédagogique et la gestion des ressources humaines. « Si l'objectif de cette rencontre est la création des consortiums par filières, c'est aux universitaires de démontrer et de convaincre les acteurs économiques de la nécessité de mettre en œuvre une interaction fructueuse entre le chercheur et l'acteur économique. Cette rencontre, espère-t-on, va pouvoir dégager une plateforme d'interactivité entre l'université en tant qu'entité formatrice des



compétences opérationnels utilisables immédiatement après la fin des formations professionnalisantes mais aussi formatrice dans le volet R&D faisant ainsi avancer le progrès technique et scientifique à l'échelle nationale et internationale en grossissant le capital du savoir humain », a-t-il conclu.

qu'entité formatrice des

compétences opérationnels utilisables immédiatement après la fin des formations professionnalisantes mais aussi formatrice dans le volet R&D faisant ainsi avancer le progrès technique et scientifique à l'échelle nationale et internationale en grossissant le capital du savoir humain », a-t-il conclu.



Mohamed Abdelli

